

*Permanent Mission of the Republic of the Congo
to the United Nations*



*Mission Permanente de la République du Congo
auprès des Nations Unies*

ORGANISATION DES NATIONS - UNIES

**61^e SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE GENERALE
DES NATIONS UNIES**

DEBAT GENERAL

**DISCOURS DE S.E.M. DENIS SASSOU-NGUESSO
PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE DU CONGO
ET
PRÉSIDENT EN EXERCICE DE L'UNION AFRICAINE**

NEW YORK, LE 19 SEPTEMBRE 2006

Madame la Présidente,

Votre élection à la présidence de la 61^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU est le signe d'une évolution heureuse du monde. Je vous félicite et salue en vous, non seulement la diplomate chevronnée aux mérites et qualités établies, mais aussi la grande militante des droits humains.

Je salue, à travers vous, votre pays, l'Etat de Bahreïn pour sa contribution remarquable à la promotion des valeurs de paix, de liberté et d'égalité.

Pour son dévouement, pour la sagesse et la compétence avec lesquelles il a dirigé la session précédente, je voudrais exprimer à Monsieur Jan ELIASSON, notre profonde gratitude.

Il aura eu le grand mérite d'avoir conduit et fait aboutir les difficiles négociations relatives à la création du Conseil des Droits de l'Homme et de la Commission de Consolidation de la Paix.

Je voudrais, aussi m'adresser à un grand fils de l'Afrique, un ami et un frère, Monsieur Kofi ANNAN, pour son action à la tête du Secrétariat Général.

Cette œuvre remarquable lui a valu, de la 7^{ème} session de la Conférence de l'Union Africaine réunie en juillet dernier à Banjul, en Gambie, un hommage vibrant et solennel que je me permets de renouveler ici.

Monsieur le Secrétaire Général, le Monde vous est reconnaissant, l'Afrique est fière de vous.

Enfin, je voudrais me réjouir de l'admission du Monténégro comme Etat membre de l'ONU. Cette admission vient renforcer le caractère universel de notre organisation. Nous lui souhaitons une chaleureuse bienvenue.

Madame la Présidente,

La présente session s'ouvre à un moment où la situation d'ensemble dans le monde est de plus en plus complexe avec, tout à la fois, des sujets de grande préoccupation et des raisons d'espérer.

C'est notre responsabilité, à travers la dynamique du multilatéralisme, de faire que l'espoir l'emporte sur les peurs, que le monde soit plus sûr pour les générations futures.

Oui, nous devons réaffirmer notre foi dans le multilatéralisme car les défis multiples de notre temps doivent être affrontés collectivement, aucun Etat ne pouvant les relever seul. Il en va ainsi de l'environnement, du terrorisme, de la drogue etc...

Certes, depuis sa naissance, l'Organisation des Nations Unies n'a jamais faibli dans la quête des voies et moyens pour assumer ses responsabilités.

Mais aujourd'hui plus que jamais, il est nécessaire d'encourager la recherche de solutions collectives aux phénomènes de toutes sortes qui fragilisent l'équilibre mondial. Aujourd'hui plus que jamais, nous devons associer nos énergies pour bâtir un monde où l'être humain doit vivre où qu'il se trouve, dans la dignité, à l'abri du besoin et de la peur.

Là est le sens de notre action commune.

Pour éradiquer la violence armée, nous devons nous atteler à la recherche de la paix par la prévention et le règlement des conflits.

La situation au Moyen Orient continue d'être une menace grave pour la paix et la sécurité internationales. Il est urgent qu'une solution juste, durable et globale soit trouvée au conflit qui ensanglante cette région, conformément aux propositions de règlement agréées dont « la Feuille de route » et les Résolutions pertinentes de notre Organisation.

Le rôle du Quatuor est à cet égard primordial.

L'arrêt des hostilités, après un mois de violences inutiles au Liban, mérite d'être consolidé en vue de parvenir à un cessez-le-feu durable.

Pour ce qui est de l'Afrique, des évolutions positives sont enregistrées en République Démocratique du Congo avec la tenue des élections générales. Tout doit être mis en œuvre en vue de l'aboutissement heureux de ce processus électoral, notamment le 2^{ème} tour de l'élection présidentielle.

Par ailleurs, le fait pour nous de parler aujourd'hui de consolidation de la paix dans des pays comme le Burundi, le Liberia ou la Sierra Leone constitue, non seulement un motif de satisfaction, mais également une raison d'espérer pour les autres pays encore en conflit.

Cependant, dans bien d'autres situations comme en Côte d'Ivoire, au Soudan ou en Somalie, la recherche des voies de sortie de crise est encore à l'ordre du jour.

Nous souhaitons développer le partenariat naturel entre notre organisation régionale, l'Union Africaine et l'ONU dans la gestion de ces crises, comme le prévoit du reste le chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

C'est ce qui se passe en Côte d'Ivoire avec la mise en place du GTI (Groupe de Travail International).

En décidant de tenir ici même à New York, en marge de la présente session, les assises de son Conseil de Paix et de Sécurité sur le Darfour, l'Union Africaine affirme aussi sa disponibilité à l'égard de toute initiative constructive sur ce dossier.

L'inébranlable engagement de l'Union Africaine dans la quête de la paix au Darfour n'a jamais été démenti. Il demeure que la gravité de la situation dans cette région du Soudan, appelle une action plus hardie et plus efficace.

Il appartient, aujourd'hui, au gouvernement soudanais, à qui nous lançons à nouveau un appel solennel, de prendre toute la mesure de cette tragédie qui se déroule sous nos yeux.

S'agissant de la Somalie, nous en appelons à la Communauté internationale pour qu'elle apporte son appui aux efforts visant à rétablir la paix et la réconciliation dans ce pays.

La Communauté internationale ne doit pas perdre patience au vu des résultats mitigés dans la recherche de la paix dans quelques conflits africains. Elle doit fortement accompagner les efforts entrepris à divers niveaux avec, nous en convenons, la nécessaire adhésion des pays concernés.

Pour notre part et en notre qualité de Président en exercice de l'Union Africaine, nous mobilisons toute notre énergie dans la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent.

Je ne saurais terminer mon propos sur ce sujet sans saluer le courage des soldats de la paix, partout dans le monde et en Afrique en particulier.

Notre gratitude va aussi aux organisations de la Société civile et aux organisations humanitaires qui aident, avec courage et abnégation, à soulager les souffrances des populations.

Madame la Présidente

L'un de ces défis majeurs dont je parlais tout à l'heure est celui du développement.

La Communauté internationale s'est penchée de manière particulière sur cette question lors du Sommet du Millénaire et a fixé les « Objectifs du Millénaire pour le Développement » à atteindre avant 2015.

L'évaluation que nous en avons fait l'année dernière, a révélé de graves faiblesses. Il est apparu clairement que les ressources faisaient défaut et qu'il était indispensable de rechercher des financements nouveaux.

Aussi, apprécions-nous à leur juste valeur les débuts de réponses apportées à l'appel lancé ici-même, il y a quelques mois, lors de la réunion de haut niveau consacrée à l'éradication du VIH/Sida, dans le cadre de la « Déclaration d'engagement » visant un objectif d'accès universel à la prévention, au traitement et aux soins d'ici à 2010.

Il est heureux que, sous l'égide du gouvernement français, l'initiative UNITAID, consistant en une mobilisation de ressources à partir d'une taxe sur les billets d'avion, ait pu voir le jour. Le Congo, comme d'autres pays, a adhéré à cette initiative.

Cet effort rejoint la Déclaration et le Plan d'Action d'Abuja sur le VIH/Sida, la tuberculose, le paludisme et autres maladies infectieuses connexes, ainsi que l'engagement de Brazzaville qui articulent la position commune africaine. Le sommet de l'Union Africaine a, sur ce point, déclaré un « état d'urgence en Afrique ».

Madame la Présidente,

En discutant, il y a quelques jours dans cette enceinte, de la question des Migrations et du développement, les Nations Unies ont abordé une dimension encore insuffisamment explorée de l'apport des personnes individuelles et autres entités telles que les entreprises et institutions économiques, au rapprochement entre les hommes et au partage des biens communs de notre planète.

L'Union Africaine a fait valoir, à cette occasion, une position commune adoptée à Banjul, qui rend bien compte du caractère positif que devrait revêtir le fait migratoire, s'il est correctement intégré dans une approche de développement profitable aux pays d'accueil comme aux pays d'origine des migrants.

Madame la Présidente

Notre organisation a lancé un vaste programme de réformes dont certains résultats sont déjà tangibles. J'ai cité tout à l'heure l'institution du Conseil des Droits de l'Homme et la Commission de Consolidation de la Paix. La Réforme de l'Organisation des Nations Unies vise à adapter notre organisation aux changements intervenus dans le monde depuis 60 ans.

L'Union Africaine a fait de la réforme du Conseil de Sécurité et de la dynamisation de l'Assemblée Générale un sujet de préoccupation majeur.

Nous devons améliorer la représentativité au Conseil de Sécurité, véritable clé de voûte de toute l'architecture institutionnelle de l'ONU.

La proposition africaine d'un élargissement équitable de la composition de cet organe, constitue une quête fondamentale, à laquelle ne sauraient se substituer de simples palliatifs.

Nous pensons aussi que le Conseil de Sécurité doit améliorer ses procédures et méthodes de travail pour asseoir les bases d'un consensus.

Car, sur des sujets aussi graves que la lutte antiterroriste ou la non-prolifération nucléaire, la recherche du consensus devrait être poursuivie de manière permanente par la concertation et le dialogue.

Or, entre ceux qui accordent la priorité au respect du Traité de non-prolifération nucléaire et ceux qui, à tort ou à raison, réclament les gages d'un désarmement effectif et concomitant, ainsi que la reconnaissance d'un droit universel d'accès aux technologies dans tous les domaines, il y a sans doute matière à discuter, mais avec toute la bonne foi nécessaire.

Il faut donc se garder de radicaliser les attitudes en leur donnant la forme d'un conflit de civilisations ou de valeurs alors qu'il s'agit, le plus souvent, d'un simple déficit de dialogue et de communication.

Madame la Présidente,

Tous ces problèmes et défis justifient, s'il en était besoin, l'importance de l'Organisation des Nations Unies.

L'ONU est nécessaire parce qu'elle est l'instrument des relations internationales, elle est le ferment de la paix et de la sécurité mondiales. Elle est, somme toute, la conscience de l'humanité. Le monde ne serait pas ce qu'il est sans l'ONU.

Il demeure cependant que notre Organisation n'a pas réussi, malgré une affirmation certaine de son rôle, à épouser la modernité des temps nouveaux, pour répondre aux aspirations les plus profondes des peuples et des nations. Nous savons que l'ONU peut s'acquitter d'une telle quête si les nations dont elle est l'émanation, si toutes les nations du monde, des plus puissantes aux plus modestes, lui accordent sans atermoiements et sans hypocrisie, les moyens de son action au service de l'humanité.

L'Afrique, je puis vous l'assurer, Mesdames et Messieurs, est prête à apporter sa part dans ce débat tant attendu.

Je vous remercie.